

CFDT – FSU – SUD

DGMIC

Paris le 24 novembre 2011

Madame la Présidente,

3 syndicalistes du SCN des archives nationales ont, le 17 mai dernier, organisé une réunion publique ouverte à des personnes extérieures à l'administration sur le site des Archives.

Ces militants syndicaux ont, en tenant cette réunion, clairement manifesté leur attachement aux principes de l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de l'Etat pour la défense du service public et contre un projet politique critiqué par l'immense majorité de la communauté scientifique.

Une procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre de ces 3 agents. Et ce, sans aucune contrepartie quant à l'exercice du droit syndical au sein des Archives nationales.

Ces menaces de sanction contre des syndicalistes du Ministère – et non contre des agents dans l'exercice de leurs fonctions – si elle est une première – traduit néanmoins, une nouvelle fois, la volonté de ce gouvernement de poursuivre coûte que coûte, en passant sur la volonté des agents et l'avis de nombreuses personnes engagées dans les activités syndicales et culturelles sans parler d'une grande majorité de représentants des collectivités territoriales.

Ainsi que nous l'avons écrit dans notre déclaration intersyndicale nationale adressée au ministre :

« La Culture est en danger. Nous vous avons alerté, Monsieur le Ministre, lors du CTPM du 11 juillet dernier.

Depuis non seulement rien n'a été fait mais on constate la désorganisation du ministère au point que de tous côtés, on ne rencontre que grèves (Orsay) et mécontentements (CMN, MUCEM, etc.).

Toutes ces raisons font que nous n'avons pas pu siéger au Comité Technique Ministériel du 17 novembre et que nous ne pourrions pas siéger davantage aux CT d'administration centrale, de la DGPAT, de la DGMIC et de la DGCA.

Lever les procédures contre nos trois camarades syndicalistes des Archives, serait un geste de bonne volonté de la part du ministre et un préalable pour nous, pour envisager à nouveau à quelles conditions nous participerons à ce qui est appelé ici "le dialogue social". »

Voilà pour quoi Madame la Directrice générale, nous ne siégerons pas aujourd'hui 24 novembre.

Les représentants CFDT FSU SUD au CT DGMIC

NB. Nous pensons qu'il est absolument nécessaire que dans l'avenir les réunions du CT DGMIC soient convoquées à des horaires « ordinaires », permettant de discuter à fond des dossiers et permettant aussi aux représentant-es syndicaux de régions de venir siéger sans contrainte.